

Chapitre 2 : « L'année terrible » : la France à l'épreuve de la guerre et de la guerre civile (1870-1871)

Introduction : *L'Année terrible* est le nom d'un recueil de poèmes de Victor Hugo publié en 1872 : l'exilé républicain est rentré en France dès qu'il a appris la chute de l'Empire. L'ouvrage relate une année qui s'étend de l'été 1870 à l'été 1871. La France va de fait accumuler les malheurs au cours de cette période. La France est d'abord confrontée à la guerre franco-prussienne qu'elle va perdre et qui sera source d'une terrible humiliation et d'une amputation d'une partie du territoire national. L'Empire de Napoléon III s'effondre dans le conflit et une nouvelle République est proclamée le 4 septembre 1870. Ensuite, la France sera confrontée à la menace de la guerre civile avec la révolution parisienne de la Commune, au printemps 1871, écrasée dans le sang par les armées du jeune gouvernement provisoire. Le troisième malheur (qui sera étudié dans le chapitre suivant) qui survient dans le même temps au début de l'année 1871 consiste en la confiscation du jeune régime républicain par une majorité monarchiste qui s'efforce de provoquer la Restauration, posant une hypothèque sur le régime qui va durer presque une décennie, au lendemain des tourments de la Commune.

Nous examinerons donc I/ ce qui a provoqué la guerre de 1870 et les conséquences de cette dernière pour le pays. Puis II/ ce qu'a été la Commune à Paris et en quoi elle a représenté une autre conception concurrente de la République, celle de la République sociale et révolutionnaire.

I/ La guerre franco-prussienne de 1870-1871 : causes, déroulement et conséquences

A/ Les ambitions prussiennes, la crise de l'été 1870 et le début de la guerre

1/ La stratégie bismarckienne et la construction de l'unité allemande

Le projet prussien pour l'Allemagne. Pour bien comprendre les raisons de la guerre, il faut revenir au projet du chancelier du Royaume de Prusse, Otto von Bismarck, de réaliser l'unité allemande. Plaçons-nous du côté des Allemands (et des Prussiens). Avant 1860, l'Allemagne n'est pas un Etat unifié mais une quarantaine de royaumes germaniques indépendants, réunis formellement dans la Confédération germanique. Cette dernière avait succédé en 1815 au Saint Empire romain-germanique disparu pendant les guerres napoléoniennes (en 1806). Une union douanière (le *Zollverein*) réunissait avec succès plusieurs Etats depuis 1834. En 1848, pendant la vague révolutionnaire européenne du « Printemps des peuples », les révolutionnaires de plusieurs Etats allemands avaient tenté de réaliser l'unité allemande, en vain. Malgré des expériences remarquables comme la réunion d'un Parlement pan-allemand à Francfort, l'Autriche n'avait pas laissé faire. Les révolutionnaires s'étaient écharpés sur la question « Grande Allemagne » (incluant l'Autriche) ou « Petite Allemagne » (sans l'Autriche et centrée autour du royaume militariste de Prusse, en pleine expansion depuis le XVIIIe siècle). La Prusse, sollicitée par le Parlement, avait finalement refusé de mener un projet branlant, jugé trop démocratique et parlementaire à son goût. Mais le projet est repris dans les années 1860, autour de l'idée de « Petite Allemagne », dirigée par la Prusse du roi Guillaume Ier. Ce sera la grande œuvre du chancelier Bismarck qui devient premier ministre de Prusse en 1862. Les révolutionnaires de 1848 avaient

échoué à construire l'Allemagne démocratiquement en s'appuyant sur les peuples et leurs représentants (associés dans le « Parlement de Francfort ») : Bismarck déclare qu'il faudra réaliser l'unité « par le fer et par le sang » en passant par la guerre avec les opposants au projets et la diplomatie classique en associant les différents souverains allemands pour qu'ils acceptent de fusionner dans un Etat allemand unique.

Les guerres d'unification allemande. Bismarck conçoit la réalisation de l'unité en trois étapes. D'abord la « guerre des duchés » en 1864-1865 où il s'agit de prendre les duchés du Schleswig et du Holstein détenus alors par le Danemark mais avec une population de majorité germanique. La manœuvre réussit. Dans le même temps, la Prusse a prêté main forte à la Russie pour écraser un soulèvement national polonais à Varsovie : en France, pays traditionnellement ami du peuple polonais depuis longtemps, Napoléon III se fait le porte-voix de la désapprobation populaire. La deuxième étape se joue en 1866. La Prusse attaque l'Autriche en juin avec le soutien des Italiens (à qui il manque encore la Vénétie, autrichienne, et également Rome pour achever leur unité) et l'appui diplomatique de Napoléon III. L'Autriche est défaite à plate couture lors de la bataille de Sadowa le 3 juillet 1866. Cette bataille est un tournant dans l'histoire européenne et un choc pour l'Europe entière qui comprend l'inexorable montée en puissance de la Prusse, et partant de la future Allemagne. En 1867, Bismarck crée la Confédération des Etats d'Allemagne du Nord qui est l'embryon du futur empire allemand : un gouvernement fédéral est mis en place, chaque souverain allemand y est ministre, le tout est chapoté par le chancelier et le roi de Prusse. Il ne reste plus qu'à associer les Etats allemands du Sud comme la Bavière, encore un peu réticents. Quant aux Italiens, ils récupèrent la Vénétie, et Bismarck passe par Napoléon III pour les négociations entre les Etats. L'Autriche est définitivement évincée de la sphère germanique. Affaiblie, elle se tourne vers les Etats d'Europe centrale qui lui sont associées et se rebaptise Empire d'Autriche-Hongrie en 1867, selon le principe de la double monarchie à souverain unique (l'Empereur François-Joseph).

L'isolement progressif de la France. Mais Napoléon III, qui se sent manipulé et lésé, réclame alors des compensations territoriales : le Palatinat bavarois, la Sarre et la Hesse. C'est ce qu'on appelle la « politique des pourboires », rejetée par Bismarck. Napoléon III n'a pas su en réalité monnayer sa neutralité dans le conflit : il n'obtient des territoires que pour le Royaume d'Italie, pourtant vaincu sur terre et sur mer lors de la guerre par l'Autriche. Napoléon III veut également acheter le Luxembourg au roi des Pays-Bas. Bismarck menace, se dit prêt à faire la guerre si la transaction se fait et Napoléon III doit renoncer, sur fond d'échec mexicain en parallèle (cf chapitre précédent). La France se retrouve peu à peu isolée diplomatiquement. Garibaldi provoque de plus des troubles à Rome, soutenu par le royaume d'Italie, en 1867. De nouveau, le pouvoir temporel du pape est menacé : Napoléon III envoie des troupes, qui battent les garibaldiens à Mentana le 3 novembre 1867. Mais la France se retrouve comme prise dans un piège diplomatique : elle n'a plus d'alliés face à la Prusse, du fait de la défection italienne.

Le piège espagnol et la fièvre patriotique. C'est ce que voulait Bismarck : sa troisième étape est désormais d'achever l'unité allemande sur la base d'un grand coup d'éclat, pour convaincre les souverains allemands du sud de rejoindre son projet d'unification, et pour abattre la grande puissance française qui s'oppose à cette

unité. La crise diplomatique « prétexte » éclate en juillet 1870. Le trône d'Espagne est alors vacant. Sans rentrer dans les détails : la vie politique espagnole au XIXe siècle est particulièrement agitée, émaillée de révolutions et de *pronunciamentos* (coup d'Etat militaire) et une révolution a chassé du trône la famille royale des Bourbons en 1868, une régence de nature militaire est mise en place et des élections sont organisées en 1870 pour trouver un souverain parmi les familles royales européennes. La Prusse propose Léopold de Hohenzollern-Sigmaringen, apparenté à la famille royale prussienne. La France s'en émeut : elle ne veut pas d'une puissance alliée à la Prusse à sa frontière sud. En fait, c'est un piège tendu par Bismarck qui ne convoite nullement le trône espagnol. Le 3 juillet, le ministre de la Guerre français, le duc de Gramont, envoie une protestation à Berlin. Napoléon III ne veut pas personnellement de la guerre, mais l'impératrice Eugénie au contraire déclare que « la guerre est inévitable si l'on a souci de l'honneur du pays ». L'opinion publique s'enflamme sous l'effet de campagnes de presse nationalistes. L'ambassadeur de France en Prusse, le comte Vincent Benedetti, est envoyé pour demander le retrait de la candidature. Guillaume Ier annonce finalement ce retrait le 12 juillet. Mais la France veut en plus une déclaration officielle de la Prusse s'engageant à ne plus permettre à l'avenir ce genre de candidature. Le 13 juillet, Guillaume Ier s'agace de tant de pression et congédie un peu rudement l'ambassadeur français. A ce moment-là a lieu l'épisode de la dépêche d'Ems : Bismarck va réécrire la dépêche rédigée par Guillaume Ier pour la rendre particulièrement insultante à l'égard de la France, faisant croire que le roi de Prusse a éconduit de façon inappropriée l'ambassadeur français, en passant par l'adjudant de service. Ce qui fournit à Napoléon III un véritable *casus belli*. Bismarck espérait que cette dépêche aurait « sur le taureau gaulois l'effet d'un drapeau rouge ».

La décision d'entrer en guerre. Mais la publication de la Dépêche n'a en vérité guère d'influence sur les manifestations à Paris et sur la décision d'entrer en guerre, qui s'est prise dans un contexte de ferveur nationale soutenue par une presse largement belliciste. De violentes manifestations de rue ont lieu en France le 14 juillet (attention : qui n'est pas fête nationale, cette dernière a été fixée au 15 août sous l'Empire, jour de l'assomption de la Vierge et de la « Saint Napoléon » [15 août 1769]). Même si les républicains, et pas qu'eux d'ailleurs, chantent la Marseillaise. Mis sous pression, Gramont propose la déclaration de guerre et le 15 juillet le Corps législatif la vote à la majorité. Le 16 juillet, les deux pays mobilisent. Au Corps législatif, Gambetta a voté pour mais en exigeant cependant – en vain – que le gouvernement produise les documents sur lesquels il a fondé sa décision de recourir à la force. Thiers est contre et prévient l'Assemblée de la folie de cette décision : « Vous rompez sur une question de susceptibilité. Voulez-vous qu'on dise que, pour une question de forme, vous êtes décidés à verser des torrents de sang ? ». Emile Ollivier lui répond : « De ce jour commence pour mes collègues et moi une grande responsabilité. Nous l'acceptons d'un cœur léger ». Puis, face aux protestations du centre gauche, il ajoute : « Je veux dire d'un cœur que le remords n'alourdit pas, d'un cœur confiant, parce que la guerre que nous ferons, nous la subissons, parce que notre cause est juste et qu'elle est confiée à l'armée française ». Le 19 juillet, le gouvernement déclare officiellement la guerre à la Prusse. Sans vraiment se rendre compte qu'il s'agissait d'un conflit très large, comme la France n'en avait pas connu depuis 1815 et la défaite de Waterloo. Et qu'elle était, pour la première fois depuis des décennies,

vitalement menacée (la guerre se déroulant à sa frontière orientale) à la différence des guerres coloniales qu'elle avait menées en Algérie et en Asie dans les années 1830-1860.

2/ L'invasion du territoire

Les forces en présence. L'armée prussienne est bien mieux équipée et préparée que l'armée française. Du côté prussien, il y a trois ans de service militaire masculin obligatoire, l'armée est bien encadrée avec une tradition militaire prussienne qui remonte au XVIII^e siècle, au temps du roi-guerrier Frédéric II, l'artillerie est un point fort. Près de 700 000 hommes peuvent être rapidement mobilisés. De plus, les souverains allemands du Nord et du Sud envoient des troupes auxiliaires. Du côté français, on trouve de bons fantassins et de bons fusils « chassepot ». Mais la conscription ne fonctionne pas. Le service militaire, de 5 ans, n'est obligatoire qu'en principe : il existe un système de tirage au sort (un homme sur trois) et des possibilités de remplacement. L'armée française a en théorie 640 000 hommes : en réalité 250 000 une fois retirés les forces importantes stationnées en Algérie et difficilement rapatriables dans un contexte d'urgence, les réservistes et les gardes nationaux. L'artillerie est insuffisante, tout comme l'organisation (il n'existe pas par exemple de plan pour utiliser les chemins de fer dans un but militaire). Le commandement est défaillant et la mobilisation s'effectue dans un grand désordre, comme l'attestent certains télégrammes d'officiers qui se plaignent de ne pas trouver leur régiment quand ils arrivent à leur destination d'affectation près du front...

L'invasion et le « désastre de Sedan ». Les combats commencent le 2 août 1870, par une offensive française ratée sur la Sarre, peu puissante car la mobilisation était inachevée. En revanche, la percée prussienne est réussie en Alsace et en Lorraine. Les charges de cavalerie françaises sont anéanties par l'artillerie prussienne : à Wissembourg le 4 août et surtout à Reichshoffen où le terrain était défavorable le 6 août. Strasbourg est assiégée et l'Alsace rapidement évacuée. A Paris, en réaction, on manifeste contre le régime impérial haï pour avoir raté de la sorte l'entrée en guerre. Le 9 août, après une tentative d'insurrection populaire, Ollivier est renversé par le Corps législatif, remplacé par le général Cousin-Montauban, comte de Palikao (anobli à la suite de ses faits de bravoure en Chine en 1860). Ce dernier fait proclamer l'état de siège dans tout le pays et plus seulement dans les provinces de l'Est. Il réorganise l'armée mais trop tard... A la mi-août, à la bataille de Gravelotte, en Moselle, le bombardement prussien est si intensif qu'il fait naître l'expression « tomber comme à Gravelotte » (quand la pluie battante rappelle le déluge d'obus tombé ce jour-là). Ce sera d'ailleurs la bataille la plus meurtrière du conflit avec plus de 30 000 hommes tués ou blessés. Metz est assiégée où le général François-Achille Bazaine est enfermé avec son armée. Les troupes commandées par le maréchal de Mac Mahon opèrent alors une manœuvre de contournement pour remonter vers les Ardennes. Une bataille décisive a lieu le 1^{er} septembre à Sedan mais elle est perdue par l'armée française. « Ah les braves gens » aurait dit Bismarck, constatant l'héroïsme inefficace des Français sous le feu de l'artillerie prussienne. A Bazeilles, dans les faubourgs de Sedan, une unité se bat jusqu'à la dernière cartouche (un musée y ouvert dans cette maison depuis 1969). L'armée française capitule et l'Empereur est fait prisonnier le 2 septembre.

B/ La naissance de la III^e République et la poursuite de la guerre

1/ Le « régime du 4 septembre » et la guerre patriotique

Une nouvelle révolution ? C'est alors que s'opère le changement de régime, à Paris où la situation est redevenue insurrectionnelle. Le 3 septembre au soir, l'Impératrice tente de faire voter la régence par le Corps Législatif mais l'opposition républicaine rechigne. Gambetta et Jules Favre décident d'appuyer la solution d'un gouvernement de combat qui émanerait uniquement de l'Assemblée nationale. Dans la nuit, 28 députés républicains derrière Favre déclarent la dynastie Bonaparte déchue. Le 4 septembre au matin, la foule parisienne vient réclamer devant la chambre la proclamation de la République. Mais Gambetta se montre frileux, répond « Ne parlez pas de la République, parlez de la Nation ! » : il craint en effet que la République ne soit désignée comme responsable des malheurs du pays, si elle était proclamée. Mais entre 30 000 et 40 000 personnes (gardes nationaux, ouvriers, bourgeois, femmes et enfants) campent place de la Concorde et attendent du nouveau. Mais sans violence, ce qui tranche avec les situations similaires de 1848. Les députés travaillent en séance publique et en commission. L'une d'elle adopte la motion défendue par Thiers : « Vu la vacance du trône, la Chambre nomme une Commission de Gouvernement et de Défense nationale. Une Constituante sera convoquée dès que les circonstances le permettront ». Mais la foule finit par envahir le Palais-Bourbon, dans la confusion générale. Les manifestants exigent la République mais vont la proclamer à l'Hôtel de Ville de Paris, dans la plus grande tradition des journées révolutionnaires parisiennes : 1792, 1830, 1848.... Gambetta et Favre accompagnent les manifestants et se font un peu forcer la main par les événements. Car les révolutionnaires blanquistes ont envahi l'hôtel de ville : Charles Delescluze, Gustave Flourens, Jean-Baptiste Millière et Félix Pyat, nostalgiques des rêves prolétariens de 1848, s'y réunissent et commencent déjà à envisager un pouvoir insurrectionnel.

Une République par défaut ? Mais les députés républicains craignent que la situation dégénère et décident alors de prendre tout cela de court. Jules Ferry propose de confier le pouvoir aux députés de Paris et au gouverneur militaire de la capitale, le général Louis Trochu. Les modérés et les radicaux, légalistes et respectueux des formes institutionnelles, prennent donc de court les révolutionnaires socialistes et font remettre le drapeau tricolore sur l'hôtel de ville que les Blanquistes l'avaient déjà remplacé par un drapeau rouge... Le seul « exalté » parmi eux est Henri Rochefort, journaliste et directeur de *La Marseillaise*, qui était alors en prison et qui en sort le 4 septembre au matin. Un gouvernement provisoire est donc constitué sous la direction du général Louis Trochu qui reçoit également le portefeuille de la Guerre. Favre est vice-président et aux Affaires étrangères. Adolphe Crémieux est à la Justice, Jules Simon à l'Instruction publique, Ernest Picard aux Finances, Gambetta à l'Intérieur. Grisé par les événements, ce dernier se décide à proclamer la République dans une circulaire confirmant aussi la déchéance de Napoléon III. C'est la première fois qu'un changement de régime, en France au XIX^e siècle, se fait sans tirer un seul coup de feu... Il n'y a aucune violence à déplorer. Cette transition rapide s'explique par l'impopularité du régime impérial, surtout à Paris, ville tenue par les républicains et qui n'a jamais aimé l'Empereur. Cependant ce coup de force n'est pas du

goût de tous les députés. Thiers désapprouve mais admet que la situation d'urgence oblige à accepter l'état de fait.

La défense nationale. Mais la guerre continue : Strasbourg se rend le 28 septembre. Dans l'intervalle, le général prussien et comte Helmuth von Moltke, qui dirige l'offensive, ordonne le siège de Paris le 15 septembre. 4 jours plus tard, l'encerclement de près de 2 millions de personnes commence. Paris est défendue par ses murailles et des fortifications érigées à la hâte dans les faubourgs comme à Villejuif, et par près de 350 000 hommes engagés dans la Garde nationale. Gambetta déclare : « le nom de République veut dire : union intime de l'armée et du peuple pour la défense de Paris ». Une partie du gouvernement provisoire se réfugie à Tours (ce sera Bordeaux par la suite). Diplomatiquement, la France isolée ne reçoit aucun soutien étranger. Hormis un corps expéditionnaire italien dirigé par Garibaldi qui débarque avec quelques milliers de chemises rouges, passant l'éponge sur l'épisode romain de 1867 et en remerciement de tout ce que la France avait accompli pour l'unité italienne (Garibaldi a par ailleurs de nombreux contacts dans le milieu républicain français). Le gouvernement provisoire est divisé : certains comme Simon ou Favre sont favorables à des négociations avec l'envahisseur. Dès le 12 septembre, Thiers fait jouer de ses relations dans toutes les capitales européennes pour obtenir un soutien, en vain. Les 19-20 septembre, Jules Favre rencontre Bismarck qui exige l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine et une lourde indemnité de guerre. Ce qui est refusé par le gouvernement. Des insurrections révolutionnaires ont lieu dans plusieurs villes comme Marseille ou Lyon. Des pouvoirs locaux s'autoproclament : Ligue du Midi à Marseille, Ligue du Sud-Ouest à Toulouse...

La guerre patriotique du « dictateur de Tours ». Gambetta tente de lever des volontaires en province pour la guerre patriotique. On fait venir des contingents d'Algérie. 80 000 hommes sont alignés, mais ce qui demeure insuffisant. Les combats se poursuivent dans l'Est, autour de Belfort (qui ne se rendra jamais, sous le commandement du général Aristide Denfert-Rochereau), dans les Vosges où les francs-tireurs prennent à revers les armées prussiennes avec un certain succès sur le plan psychologique, faisant naître pour longtemps la hantise des « partisans » dans la pensée militaire allemande. Le 7 octobre, Gambetta quitte Paris en ballon pour rejoindre la délégation gouvernementale de Tours, aux cris de « Vive la République ! Vive Gambetta ! » scandés par la foule. S'en suit une véritable épopée car le ballon, pris sous le feu ennemi, s'écrase dans l'Oise. Mais Gambetta, indemne, réussit à atteindre Amiens puis Rouen. Depuis Tours, il appelle à la guerre patriotique et gouverne de façon si autoritaire, qu'on le nommera vite le « dictateur de Tours ». Il parcourt également les villes de la France libre pour galvaniser le pays. Comme l'écrit François Roth dans *La guerre de 1870*, « Gambetta est la voix de la France qui galvanise les énergies, fait comprendre que le pays est enfin gouverné et que tous les Français doivent répondre, quelles que soient leurs convictions politiques et leurs appartenances religieuses ». Dans un discours au Mans, Gambetta déclare : « Des armes, je vous les donnerai et avec de l'énergie et du patriotisme nous sauverons la France ». Il tente de réveiller l'esprit des « soldats de l'an II » qui ont défendu la jeune République en 1792-1793 devant l'Europe coalisée. Dans le *Bulletin officiel de la République française*, il écrit « Levons nous en masse et mourrons plutôt que de subir la honte du démembrement. Si la France a une armée qui sait mourir, elle est sauvée ». Gambetta s'appuie sur les préfets

qu'il a nommés dans l'urgence au lendemain du 4 septembre. Il crée des camps pour former à la hâte les jeunes recrues, il réorganise les arsenaux et les manufactures, fait des achats massifs d'armes à l'étranger, aux Etats-Unis par exemple qui cherchent à liquider les stocks d'armes constitués lors de la guerre de Sécession. Il constitue plusieurs armées régionales (Bretagne, Nord et Loire qui se voit assigner la mission d'aller délivrer Paris, Est dont le commandement échoit à Garibaldi). Il parvient à concentrer près de 100 000 hommes sur la Loire.

Des désastres (Metz), des réussites (Orléans)... Les combats continuent dans le val de Loire mais ce sont de nouveaux échecs français. Metz capitule le 28 octobre où Bazaine se rend à l'ennemi avec ce qui passe pour être la fine fleur de l'armée française : une « trahison » qui s'explique en grande partie par son manque d'empressement à défendre un régime républicain. La défense de Metz était en effet très efficace et aurait pu demeurer longtemps en l'état. 150 000 soldats français se retrouvent captifs des Prussiens, soit 40% des prisonniers de la guerre. Le coup psychologique est terrible. Il faudra attendre la bataille de Stalingrad en 1943 pour avoir un nombre aussi élevé de prisonniers capturés d'un coup dans une guerre, toutes proportions gardées... Gambetta voit cependant sa position personnelle renforcée par la défaite de Bazaine qui jette un discrédit sur l'armée traditionnelle, au profit de la conception de l'armée populaire selon Gambetta. Le 9 novembre, il lance la bataille de la Loire et Orléans est reprise à l'ennemi. « C'est le premier rayon d'espérance » selon Gambetta. Pendant ce temps-là, à Paris, le siège est abominable. C'est la famine (Ferry, maire provisoire de la capitale, est surnommé « Ferry famine ») : les habitants en sont réduits à manger les rats ou ... les animaux du zoo de Vincennes... Mais Paris ne se rendra jamais.

Vers la débâcle. En dépit des efforts de Gambetta, il est impossible de renverser la tendance initiale et le pays s'achemine peu à peu vers la défaite finale. Les Prussiens achèvent leur grand contournement de Paris en prenant Saint Quentin le 16 novembre, puis Compiègne, Amiens le 28 novembre, Rouen le 5 décembre. Orléans est à nouveau abandonnée. L'offensive de la garnison de Paris, afin de percer l'encerclement ennemi et d'opérer une jonction avec l'armée de la Loire, est un échec. Lancée le 30 novembre, elle s'achève le 3 décembre par un bilan de 6000 morts. Dans l'Est, les troupes françaises commandées par le général Bourbaki sont défaites à Héricourt le 17 janvier puis à Pontarlier le 29 janvier : on compte 28 000 morts et 92 000 soldats fuyant en Suisse par le passage enneigé de Verrières. Les erreurs stratégiques et techniques furent nombreuses, surtout de la part de Trochu. Le climat n'est pas non plus de la partie avec le froid intense dans l'Est. La faiblesse d'une armée de civils apparaît cruellement devant la puissance d'une armée prussienne quasi-professionnelle. Le gouvernement fuit en janvier à Bordeaux.

2/ Double-humiliation pour le pays et le régime républicain

Les élections décisives de février 1871. Le 18 janvier 1871, Guillaume Ier et Bismarck proclament l'Empire allemand, dans la Galerie des glaces au château de Versailles pour humilier la France... Le 23 janvier, le gouvernement se résigne à demander l'armistice : Jules Favre rencontre à nouveau Bismarck qui n'a rien abandonné de ses prétentions de vainqueur. Mais Bismarck ne veut négocier qu'avec une Assemblée élue au

suffrage universel, seule garantie de la pérennité des accords. Un cessez-le-feu est donc octroyé pour 3 semaines. Des élections sont organisées à la hâte. Il s'agit en fait de celles que le gouvernement provisoire voulait organiser depuis octobre afin d'avoir la légitimité démocratique par le suffrage universel qui lui manquait tant, mais qui avaient été sans cesse décalées devant la situation. Un décret du 29 janvier en fixe les modalités : un scrutin de liste, départemental et majoritaire, en rupture avec le scrutin uninominal à deux tours qui était utilisé sous l'Empire. Les républicains, craignant le conservatisme des masses rurales, décident que le vote aura lieu dans les chef-lieu de canton, et non dans toutes les communes, misant sur la démobilisation liée à la contrainte de déplacement. Le calcul se révélera vain. Les élections ont lieu le 8 février pour désigner une Assemblée qui aura un mandat de 5 ans pour refaire le pays après avoir conclu la paix. A la surprise générale, c'est une écrasante majorité monarchiste qui sort des urnes ! Sur 768 sièges à pourvoir, seulement 675 sont pourvus, ce qui implique des élections complémentaires qui viendront en leur temps. Thiers est élu dans 26 départements (les candidats pouvaient se présenter en plusieurs endroits, pour capitaliser sur leur réputation, et siéger où bon leur semble en cas de victoires multiples), un record. Gambetta dans 9 départements. Les républicains ont 150 sièges. Les monarchistes ont 396 sièges (dont 214 sièges pour les Orléanistes et 182 sièges pour les Légitimistes, on reviendra ultérieurement sur ces divisions). Restent 72 libéraux (indécis sur la forme du régime) et seulement 20 bonapartistes (signe d'un rejet massif de l'Empire, jugé responsable de la catastrophe). Un tiers des élus, soit 225 députés, appartiennent à la noblesse ; à l'aristocratie foncière.

Analyse des résultats électoraux. Comment expliquer ces résultats ? Première possibilité : comme en 1848, l'enthousiasme de Paris est douché par la province rurale et conservatrice. « Majorité rurale, honte de la France ! » s'exclame d'ailleurs le républicain Gaston Crémieux. Le peuple des campagnes a voté en faveur des élites traditionnelles. Deuxième possibilité (et la vérité est sans doute un savant mélange des deux) : les candidats monarchistes ont fait campagne sur le thème de la paix et du retour à l'ordre, tandis que de nombreux républicains comme Gambetta voulaient la « guerre à outrance ». La population, de guerre lasse, voulait en finir avec une guerre qui ne pouvait être gagnée. Pour l'historien André Encrevé, « la majorité monarchiste va, d'une certaine façon, commettre la même erreur que Louis-Napoléon Bonaparte en 1851, c'est-à-dire confondre une circonstance exceptionnelle (ici, l'invasion) avec une tendance profonde et homogène de l'opinion publique. Ces députés ont été élus parce qu'ils proposaient de signer la paix ; mais leur option majoritaire pour la monarchie n'est pas à l'unisson des préférences des Français ».

L'horizon incertain fixé par le Président Thiers. Toujours est-il que, dans l'immédiat, la République semble morte née : l'Assemblée monarchiste élit Adolphe Thiers, l'orléaniste, l'autorité morale, le « doyen » (à 74 ans), l'homme qui a réuni près de 2 millions de suffrages sur son nom, chef provisoire du pouvoir exécutif. Certains républicains modérés sont d'accord avec ce choix, Thiers ayant défendu sous l'Empire la cause des libertés et de la démocratie (libérale). Thiers est donc, comme le régime est formellement une République, le président de la République. Mais la résolution de l'Assemblée du 17 février est rédigée avec des termes très pointilleux tant le régime reste indéfini : « L'Assemblée nationale, dépositaire de l'autorité souveraine, considérant qu'il

importe, *avant qu'il soit statué sur les institutions de la France*, de pourvoir immédiatement aux nécessités du gouvernement et à la conduite des négociations, décrète : *M. Thiers est nommé chef du pouvoir exécutif de la République française*. Il exercera ses fonctions sous l'autorité de l'Assemblée nationale, avec le concours des ministres qu'il aura choisis et qu'il présidera ». Il y a une autre source d'équivoque. Thiers relève de l'Assemblée mais il nomme les ministres et préside leur Conseil. Un peu comme le Roi présidait jadis son Conseil. Ce n'est pas conforme à la tradition républicaine et parlementaire (en 1792 ou en 1848). Mais de fait l'usage va perdurer jusqu'à aujourd'hui... Les conditions semblent en tous cas réunies pour la Restauration, mais Thiers ne veut pas d'un « roi arrivant dans les fourgons de l'étranger » (en souvenir de Louis XVIII en 1814). Son gouvernement est composite : il garde des républicains modérés comme Favre, Simon ou Picard. Malgré tout, la majorité des membres sont des orléanistes comme Jules Dufaure (Justice). Son discours de politique générale repousse les questions constitutionnelles : « Pacifier, réorganiser, relever le crédit, ranimer le travail, voilà la seule politique possible et même concevable en ce moment ». Le 26 février, les préliminaires de la paix sont signés. Le 2 mars, les Prussiens sont autorisés à parader dans Paris, ce qui est extrêmement mal vécu par la capitale qui ne s'était jamais rendue. Puis le 10 mars, Thiers impose le « Pacte de Bordeaux » : les questions constitutionnelles sont remises à plus tard, l'heure est au recueillement et à la sortie de la guerre.

3/ Parenthèse historiographique : la guerre de 1870, une guerre moderne ?

Éléments d'archaïsme et de modernité. Avant d'aller plus loin, quel bilan tirer en termes d'histoire militaire de cet épisode éprouvant ? La guerre de 1870 qui s'achève fut-elle archaïque ou moderne ? Anticiperait-elle la Grande Guerre de 1914-1918, comme le soutiennent certains historiens ? Il y a en vérité un mélange d'éléments archaïques et des nouveautés qui semblent annoncer le temps des guerres nationales et industrielles. La guerre de 1870 a comporté des batailles qui restent pensées comme des affrontements classiques : un choc frontal, un vainqueur, un vaincu. Elle a comporté aussi des séquences classiques de guerre de siège : Paris, Metz, Strasbourg, Belfort... La guerre a été déclarée de façon très « classique », dans les usages diplomatiques en cours au XIXe siècle. Mais elle a des éléments de modernité, au niveau de l'armement d'abord : chargement des fusils par la culasse qui accroît la fréquence de tir, emploi des premières mitrailleuses qui font des ravages dans les rangs ennemis, artillerie lourde qui pulvérise les charges de cavalerie en face (les Français en ont fait les frais). Les armées ont utilisé des moyens modernes de communication (télégraphe) et de transport (le chemin de fer). Le poids du sentiment national diffère aussi un peu des conflits précédents : pour les Allemands, cette guerre a revêtu une importance symbolique, car elle fut le point culminant des guerres d'unification. Du côté français, Gambetta a réveillé des ferveurs patriotiques et a tenté d'impliquer toute la population dans la défense vitale du pays agressé. Les républicains ont appelé à la mobilisation et à la lutte à outrance. Cependant, les buts de guerre étaient limités. On n'est donc pas en présence de la guerre totale telle qu'on la connaîtra au XXe siècle. Il y a eu certes de nombreux prisonniers : près de 500 000 soldats (et quelques civils) français, le phénomène est inédit. Mais ils sont tous bien traités dans les camps (si on excepte les inévitables problèmes de rationnement, de dysenterie et de

typhus qui sont typiques des grandes concentrations humaines et des conditions d'hygiène de l'époque). De même, la population civile a été frappée par la violence de guerre : des exactions, des victimes des sièges, mais ceci ne changeait pas radicalement des « dommages collatéraux » des conflits à l'époque. La frontière entre civils et combattants s'est un peu affaïssée avec les francs-tireurs dans les Vosges, mais ce n'est pas un phénomène massif. Enfin, le règlement du conflit mélange également les deux logiques (ancienne et moderne). La paix sera scellée au terme de négociations diplomatiques relativement classiques et portera sur des arrangements usuels : cession de territoire, indemnité à payer, traité commerciaux inégaux... Cependant la volonté de Bismarck d'écraser la France montre qu'on s'éloigne de la tradition de la « paix de compromis » pour davantage se rapprocher de l'horizon de la « paix de jugement » et du « diktat » comme on le retrouvera au moment du Traité de Versailles de 1919. Bref, il y a débat.

La vraie guerre « moderne » de l'époque a eu lieu quelques années plutôt aux Etats-Unis. En réalité, la guerre de sécession aux Etats-Unis (*Civil War*, 1861-1865) a été plus radicale, plus violente et nettement plus moderne. Si l'on fait une parenthèse pour évoquer cette dernière : 3 millions de combattants sont mobilisés, plus de 2 millions chez les nordistes et près de 900 000 chez les sudistes, soit les trois quarts des hommes en âge de combattre. Dans les Etats du Nord, l'effort industriel, mis au service de la guerre, accouche de nouveaux produits : lampe à kérosène, lait condensé, viande en conserve... Le train joue là un rôle majeur pour l'acheminement des troupes et des armes. L'usage du télégraphe militaire assure une meilleure coordination des manœuvres. Sur l'eau, on assiste même aux premiers combats entre navires cuirassés. Le duel, qui se tient dans la Manche en rade de Cherbourg, à 600 km des Etats-Unis, entre les corvettes *Kearsarge* et *Alabama* impressionne les populations, au point d'inspirer un tableau à Edouard Manet en 1865. Le premier sous-marin est mis en service (chez les confédérés), des armes nouvelles sont expérimentées : mitrailleuses, canons à longue portée, carabines à répétition et équipées de nouvelles munitions. Enfin, la guerre de Sécession comporte une dimension idéologique : les causes de la guerre portent sur l'abolition de l'esclavage et l'émancipation des noirs (et aussi la nature des pouvoirs Etat fédéral/Etats au sein de l'Union). C'est aussi une première expérience de la mort de masse : 620 000 morts, soit de loin le conflit le plus meurtrier des Etats-Unis. Des estimations récentes les portent à 750 000. Mais les combats continuent d'être menés "à l'ancienne" sur un champ de bataille réduit, où les hostilités sont limitées à quelques jours, comme à Gettysburg en 1863. Par ailleurs, les atteintes systématiques aux populations civiles, élément clef de la "guerre totale", sont aussi absentes de ce conflit, ce qui n'exclue pas pour autant les exactions contre les prisonniers de guerre, mais ponctuelles et non systématiques. Bref, la guerre de sécession apparaît rétrospectivement comme plus « moderne » que la guerre franco-prussienne.

a) Les conséquences de la guerre, à court et long terme

1/ Conséquences et bilan immédiat

Le traité de Francfort et ses clauses. Le 10 mai 1871, le traité de paix est signé à Francfort, après deux mois et demi de discussion. L'article 1 de la Convention prévoit l'annexion de l'Alsace et de la Moselle, à l'exception

du territoire de Belfort pour rendre honneur à l'héroïque défense de la ville par Denfert-Rochereau, surnommé le « lion de Belfort » (incarné dans une célèbre sculpture de Bartholdi en 1879, à Belfort, et une copie à Paris sur la place qui portera le nom du général). L'article 2 prévoit le paiement d'une indemnité colossale de guerre de 5 milliards de franc-or (contre 8 prévus initialement mais Thiers a bien négocié). Le premier milliard doit être payé dans l'année, le reste sur une période de trois ans. L'article 3 donne un calendrier d'évacuation des troupes prussiennes, au fur et à mesure des versements. Toute la zone d'extension maximale des troupes allemandes en territoire français est divisée en zones : la dernière à être évacuée se situe logiquement à l'Est. L'historien Gabriel Hanotaux, ministre des Affaires étrangères en 1894, a eu un jugement sévère sur Thiers, considérant qu'il aurait pu conserver Metz, moyennant 1 milliard de plus. C'est une critique un peu dure, d'autant que Guillaume Ier tenait véritablement à conserver Metz, pour en faire une place forte essentielle. Les Allemands entreprennent d'ailleurs très vite la construction d'une gare monumentale et d'autres bâtiments correspondant au style architectural néo-gothique typique de l'Empire allemand. L'Allemagne obtient aussi la clause de la nation la plus favorisée : si la France signe un traité de commerce avec un pays quelconque à l'avenir, l'Allemagne obtient automatiquement les mêmes avantages.

La perte douloureuse de deux provinces. La cession de l'Alsace-Moselle, considérées comme culturellement allemandes par Bismarck, est le coup psychologique le plus rude. Elle entraîne la perte de près d'un million d'habitants, mais les Alsaciens ont une période transitoire de 10 ans pour émigrer, sans quoi ils deviennent Allemands à terme. La France perd 20% de son potentiel minier et sidérurgique, dans le bassin de Briey. Heureusement, on découvrira dans les années suivantes de nouveaux gisements de fer dans le bassin côté français. Plusieurs députés, dont Victor Hugo, dénoncent des conditions inacceptables. Emille Keller, député d'Alsace, s'élève logiquement contre un traité qui est « une injustice, un mensonge et un déshonneur ». Thiers répond par un discours de raison : « C'est pas la faiblesse de la France que je viens plaider. Je mourrais plutôt que de la plaider ! Je veux conserver l'espérance, car sans l'espérance, je ne pourrais pas vivre ». Mais les 30 députés du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle démissionnent de leur fonction en signe de protestation. L'assemblée, dans un nouveau texte, réaffirme la déchéance de la dynastie des Bonaparte, responsables de la « ruine, de l'invasion et du démembrement du territoire ». Gambetta déclare : « Que nos frères de ces contrées malheureuses se consolent en pensant que la France désormais ne saurait avoir d'autre politique que leur délivrance. Pour atteindre ce résultat, il faut que les républicains jurent une haine implacable aux dynasties et aux Césars qui ont amené tous nos désastres et s'unissent étroitement dans la pensée patriotique d'une revanche qui sera la protestation du droit et de la justice contre la force et l'infâmie ».

Les morts et les blessés. La France compte 600 000 morts de la guerre, dont 139 000 soldats. Avant 1914, les maladies tuent plus que les combats : le typhus, la dysenterie, la typhoïde... On compte environ 500 000 prisonniers. Ils peuvent rentrer à leurs frais en France à partir de février 1871 : se met donc en place un comité international de secours pour lancer des souscriptions pour ces rapatriements. 18 000 sont morts en captivité. La guerre franco-prussienne fut aussi un acte de baptême pour l'humanitaire de guerre (en cela, un critère de

modernité). Si les Etats restent neutres, les organisations privées s'engagent en revanche dans l'aide apportée aux soldats, un phénomène déjà à l'œuvre pendant la guerre de Crimée. En 1870, les ambulances rassemblées sous la bannière de la Croix-Rouge récemment officialisée viennent en aide aux blessés : le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) avait été créé en 1863 par le Suisse Henri Dunant, horrifié par la vision des champs de bataille des récentes guerres d'Italie. Ces ambulances sont financées par des dons de particuliers et organisées par des médecins étrangers résidant en France. La *British National Society for Aid to the Sick and Wounded in War* envoie ses médecins et infirmières sur les champs de bataille d'Alsace et de Lorraine, depuis le Luxembourg neutre. La plus fameuse est l'Ambulance anglo-américaine fondée par William MacCormack et Marion Sims qui part de Paris le 28 août et arrive à temps pour soigner les très nombreux blessés de Sedan. Il y a aussi les comités suisses de la Croix-Rouge qui passent la frontière pour venir aider. Lors du siège de Strasbourg, la Croix Rouge réussit d'ailleurs à faire sortir 2000 personnes (civiles) et à les évacuer vers la Suisse.

Les conséquences matérielles. Les dégâts sont nombreux dans les villes assiégées liés aux bombardements, des destructions de voies ferrées dans l'Est... La frontière est redéfinie et doit être défendue par de nouvelles lignes de fortifications (Verdun-Toul-Epinal-Belfort). L'annexion de l'Alsace-Moselle provoque des migrations : environ 120 000 personnes la quittent pour la France, soit environ 8% de sa population : beaucoup de citadins, des industriels et des familles juives, notamment la famille Dreyfus dont on reparlera plus tard. Ils migrent vers Nancy, Belfort, la Champagne et Paris (ex : Léonard Lipp qui fonde la célèbre brasserie du même nom à Saint Germain des Prés). Et près de 5000 colons nouveaux partent pour l'Algérie.

2/ La revanche française et la modification durable du système européen

Une nouvelle image de l'Allemagne. Mais les conséquences de long terme en France sont politiques et idéologiques, avec le rejet du IInd Empire et du césarisme qu'il incarnait, et le renforcement du nationalisme. La France dispose désormais d'un nouvel ennemi héréditaire qui remplace l'Angleterre dans l'imaginaire collectif : l'Allemagne. C'est la fin de la vision positive de l'Allemagne comme la patrie de la philosophie, de la science et du romantisme, sauf pour quelques milieux intellectuels. Le thème du « danger prussien », pointé par certains discours dès 1866, est concrétisé. L'historien Ernest Lavisse parle des Allemands comme de « barbares », de « voisins de l'animalité ». Se multiplient alors les caricatures de Prussiens/Allemands sales, lâches et assassins. Mais d'autres pensent que des leçons sont à tirer du désastre. L'écrivain Numa Fustel de Coulanges déclare : « pour vaincre l'Allemagne, il faut l'imiter ». Dès 1866, la Ligue de l'enseignement de Jean Macé pointait la supériorité du système d'instruction prussien et faisait la promotion de l'enseignement primaire, gratuit, obligatoire et laïc. Le soldat prussien savait pour quoi il se battait... Plus tard, certains feront le « voyage d'Allemagne » : universitaires, historiens, sociologues comme Emile Durkheim, philosophes comme Jean Jaurès (avant sa carrière politique). Pour Emile Boutmy, qui fonde en 1872 à Paris l'Ecole Libre des Sciences Politiques (l'ancêtre de Sciences Po Paris), l'Allemagne doit servir de modèle : « c'est l'université de Berlin, qui a triomphé à Sadowa ». Toutes ces interrogations s'inscrivent dans ce que l'historien Claude Digeon a appelé, dans sa thèse en 1963, « la crise allemande de la pensée française ». Il y a pour longtemps

une véritable obsession de l'Allemagne et l'idée de revanche est très ambivalente : à la fois de la haine mais aussi de la fascination pour ceux qui ont vaincu la France et qui étaient donc en quelque sorte « supérieurs ». On s'interroge sur ce qui a fait la force de l'Allemagne : dans son système d'éducation mais aussi dans son système industriel. Des économistes et ingénieurs comme Jules Cambon iront étudier les grands groupes industriels comme BASF, le leader de la chimie et des colorants, à la Belle Epoque. Le thème des « enquêtes » en Allemagne sera très à la mode jusqu'en 1914. Mais, dans l'immédiat après-guerre, la fascination est étouffée par la haine. Le sentiment national est exprimé dans des publications comme *Les chants du soldat* du poète Paul Déroulède en 1872, les *Contes du lundi* de Léon Daudet, *Colette Baudouche* de Maurice Barrès, d'une certaine manière « Le dormeur du val » de Rimbaud, *La Débâcle* de Zola en 1892. De nombreuses chansons populaires (comme *Les Cuirassiers de Reichshoffen*) font l'apologie des soldats français, courageux combattants défaits lâchement par la technologie (et non la bravoure) allemande.

Préparer l'indispensable « Revanche ». Il faut « garder les yeux fixés sur la ligne bleue des Vosges » déclarent des nationalistes comme Déroulède, rejoint d'ailleurs par Gambetta qui s'avère être autant républicain que nationaliste. Des « bataillons scolaires » sont créés dans les écoles pour assurer une préparation militaire aux adolescents (gymnastique, maniement de faux fusils en bois) dans la perspective d'une revanche future. On appelle également à la prière et à la pénitence, sur le thème du « châtiment divin ». Le journaliste catholique et conservateur Louis Veuillot écrit : « Que la France redevienne catholique et elle sera invincible ». Cette piété se retrouve dans des chants, des processions. On entre dans une période que l'on appellera « l'Ordre moral » (cf plus bas dans le chapitre). Certains remettent en question les principes démocratiques, devant l'Allemagne militariste, qui a cependant adopté le suffrage universel. Ernest Renan écrit d'ailleurs à ce sujet : « Le suffrage universel ne comprend pas la nécessité de la Science, la supériorité du noble et du savant », jugeant ce mode de scrutin responsable encore une fois des malheurs de la France. Les républicains prétendent toujours de leur côté régénérer le pays, raviver l'esprit des « soldats de l'an II » de la Révolution. Mais, dans l'immédiat, rappelons qu'ils ne sont plus majoritaires dans leur propre régime, depuis les élections de février 1871. Les militaires préparent la revanche activement. En 1872, le gouvernement crée un Conseil supérieur de la guerre : l'ennemi désigné est naturellement l'Allemagne. Les moyens attribués à la défense des Pyrénées, de la côte atlantique et des Alpes sont réduits au profit de la frontière Nord-Est. La France met en place des lignes de défense. Le gouvernement fait construire une nouvelle série de forteresses, le long d'une ligne Toul-Verdun et d'une ligne Reims- Amiens. Des forts sont construits autour de Lille et de Valenciennes. En 1883, le conseil supérieur de la guerre étudie la possibilité de porter la guerre en territoire ennemi et commence à élaborer des plans en ce sens. Les militaires français pensent constamment à une guerre de mouvement en direction des « provinces perdues », même si leur empressement va s'atténuer avec le temps qui cicatrise les blessures sur le long terme.

L'impact géopolitique européen du conflit. Enfin, la guerre a des conséquences internationales : les Italiens achèvent leur unité. Il ne leur manquait plus que Rome, protégée par une garnison française. Mais elle se retire à la chute de l'Empire dès début septembre 1870. Le 20 septembre, les Italiens prennent la ville

qui devient la capitale du royaume d'Italie (remplaçant Florence). Le pape Pie IX se considère désormais « prisonnier » au Vatican et refuse de reconnaître le régime italien. Les Allemands achèvent leur unité en janvier 1871. Les Etats allemands du Sud, comme la Bavière ou le Wurtemberg, acceptent de rentrer dans l'Empire. Commence alors le temps de la prépondérance allemande en Europe, clef de voûte du système européen jusqu'en 1914. Mais les idées nationales ont transcendé à l'occasion de la guerre les frontières des Etats. Il ne faut en effet pas oublier, en marge des Etats, les milliers de combattants volontaires qui sont venus aider l'armée française. Il y a eu des ouvriers et socialistes suisses : l'AIT lance depuis Genève un appel par ces termes : « Prenons les armes pour la France républicaine contre l'Allemagne monarchique ! ». L'armée d'appoint de Garibaldi comportait des volontaires italiens mais aussi des espagnols, polonais, hongrois et même américains. On pourra aussi évoquer la « légion irlandaise » intégrée à l'armée des Vosges de Garibaldi. Ou encore les zouaves pontificaux, commandés par le légitimiste Athanase de Charrette de La Contrie, petit-fils d'un célèbre général de Vendée ayant combattu la République en 1793. Ces militaires catholiques dépendent du pape et sont d'origine italienne, allemande, polonaise, espagnole ou anglaise. Arrivés en France après la chute de l'Etat pontifical de Rome, ces soldats catholiques sont intégrés sous le nom de « légion des volontaires de l'Ouest ». Le gouvernement provisoire leur accorde même le droit de conserver leur uniforme et de se battre sous le drapeau du pape. Ils se distinguent dans la bataille de Loigny au nord d'Orléans début décembre 1870. Ce qui motive ces derniers, c'est la défense de la patrie française agressée et non celle du régime républicain ; la volonté de défendre une nation catholique agressée contre l'Allemagne à majorité protestante et antipapiste (la Prusse et les Etats du Nord). Mais le gouvernement républicain provisoire fait flèche de tout bois. Ces participations « transnationales », mises en lumière par les travaux récents de l'historiographie, réinscrivent la guerre de 1870, longtemps vue comme seulement l'affrontement entre deux nations, dans un contexte général européen en pleine mutation.

II) La Commune : République des « ducs » contre République sociale

Situation générale. Le deuxième des malheurs qui frappe le pays au cours de « l'année terrible » (Hugo), c'est le spectre de la guerre civile. Au printemps 1871, la France a un régime politique singulier : une République sur le plan formel ; l'Assemblée à majorité monarchiste s'en tient formellement à la proclamation de 1870 et les actes administratifs et législatifs sont signés de la République française. Mais cela semble ne pas devoir durer. On parle de « République des ducs » et la Restauration semble être lentement en marche. Mais Paris ne va pas laisser faire. Entre mars et mai 1871, la ville fait sécession et se dote d'un gouvernement autonome qui veut mettre en œuvre une République sociale, favorable aux ouvriers et au petit peuple.

a) Les origines de la Commune

1/ La résurgence d'un passé révolutionnaire depuis l'épisode du siège

Un imaginaire hérité de la « Grande Révolution ». De septembre 1870 à février 1871, la ville a tenu dans des conditions éprouvantes, défendue par la garde nationale (milice populaire qui date de la Révolution, fondée en 1789 sur le mythe révolutionnaire du « peuple en armes » assurant lui-même sa sécurité, supprimée par

Charles X entre 1827 et 1830). Celle-ci a formé un Comité central qui réclame des réformes, des élections et une « commune ». Les Parisiens se sentent abandonnés par les officiels qui ont fui à Tours puis à Bordeaux. Le terme de « commune » a une signification particulière dans l'histoire nationale. Il renvoie à l'idée d'autonomie politique. Au Moyen-Âge, les communes, en France mais aussi en Italie du Nord ou dans le Saint Empire, sont des villes qui ont acquis l'autonomie judiciaire, fiscale et économique, l'arrachant de force à leur tutelle seigneuriale. Lors de la Révolution française, le 14 juillet 1789, les Parisiens en révolution ont formé une commune de Paris, en désignant le député Bailly comme maire. Le 10 août 1792, une nouvelle commune insurrectionnelle est formée à Paris, lors de la chute du roi, Danton en faisant partie. Le mot relève donc également d'un imaginaire révolutionnaire et parisien. Rappelons qu'au XIXe siècle, Paris est une ville de révolution : 1830, 1848... En septembre 1870, alors que le siège commence, la Garde nationale réclame l'institution d'une Commune à Ferry qui résiste.

Ebullition révolutionnaire à l'automne 1870. Le 31 octobre 1870, quand fut connue la « trahison de Bazaine » à Metz, l'extrême-gauche s'emporte contre le commandement militaire. Blanqui, Delescluze, Flourens et Pyat appellent à la mobilisation des Parisiens aux cris de « Vive la Commune ! ». Le gouvernement parisien se retrouve bloqué dans l'Hôtel de Ville encerclé par des centaines d'émeutiers qui, finalement, lâchent prise et rentrent chez eux. A l'automne, il y aussi de l'agitation révolutionnaire en province, dans le contexte de guerre : à Lyon, des manifestants arborent le drapeau rouge et constituent un Comité de salut public. L'anarchiste russe Mikhaïl Bakounine, alors présent en France, y réclame un soulèvement anarchiste. Ce gouvernement local se dissout rapidement devant la réaction de la garde nationale, qui a une plus forte composante bourgeoise en province, à la différence de Paris. A Marseille, on a un scénario à peu près similaire. Ces phénomènes font long feu mais témoignent de la remontée des sentiments révolutionnaires dans les milieux populaires et ouvriers des grandes villes. Aux élections de février 1871, la liste républicaine conduite par Gambetta et Garibaldi est victorieuse à Marseille.

Paris est toujours « rouge »... A Paris, en février 1871, des républicains radicaux ou révolutionnaires sont élus : Victor Hugo, Garibaldi, Gambetta, Rochefort, Louis Blanc, Alexandre Ledru-Rollin, Auguste Blanqui (soit beaucoup de révolutionnaires de 1848), Charles Delescluze, Henri Tolain de l'AIT, Clemenceau. L'élection de Garibaldi est invalidée car il n'est pas de nationalité française... Tous ont été élus dans l'Est parisien : Montmartre et Belleville sont des secteurs néo-jacobins, le faubourg Saint Antoine et les Batignolles sont pour l'AIT, le faubourg Saint Marcel est aux anarchistes. Telle est la cartographie du Paris rouge et socialiste-révolutionnaire, qui s'est maintenu en dépit du processus d'embourgeoisement de la capitale lancée par l'haussmannisation. L'Ouest reste bourgeois et conservateur. Mais les républicains sont minoritaires dans l'Assemblée de Bordeaux. D'ailleurs plusieurs d'entre eux démissionnent. Et Gambetta, inquiet, se retire provisoirement en Espagne, à San Sebastian. La population parisienne est mécontente de la défaite, alors qu'elle a lutté jusqu'au bout. Les Parisiens se sentent humiliés par la parade des Prussiens dans Paris début mars et par leur occupation temporaire du quartier des Champs-Élysées, concédée par Thiers en échange de la liberté de Belfort.

Les maladresses de l'Assemblée « nationale ». La majorité parlementaire monarchiste, qui méprise la population de la capitale, prend ensuite des mesures maladroites envers Paris : suppression de la solde de la garde nationale et du moratoire sur les loyers qui avait été décidé au début de la guerre. Or Paris a une population de locataires qui se retrouvent considérablement fragilisés par la mesure. Plusieurs dizaines de milliers de commerçants, d'artisans et de petits entrepreneurs se retrouvent au bord de la ruine. Le 9 mars, un Conseil de guerre condamne les leaders de l'insurrection du 31 octobre à mort, ce qui avive les tensions. Le préfet de police fait interdire plusieurs journaux révolutionnaires comme *Le Père Duchesne* de Paschal Grousset, *Le Cri du peuple* de Jules Vallès et *Le mot d'ordre* de Rochefort. Enfin le 10 mars, l'Assemblée de Bordeaux décide, par 427 voix contre 154, de quitter Bordeaux et de s'installer à Versailles, symbole de la monarchie absolutiste. Pour les Parisiens, c'est insupportable. Le député républicain Louis Blanc met d'ailleurs en garde la majorité à la tribune : « Croire que Paris restera sans un battement de cœur devant une telle atteinte portée à sa dignité politique, c'est une erreur tellement funeste que je frémis rien que d'y penser. Ce serait achever par des mains françaises ce démembrement de notre France bien-aimée, que des mains ennemies ont commencé, et faire sortir peut-être des cendres de l'horrible guerre étrangère qui finit à peine, une guerre civile plus horrible encore ». Les propos vont s'avérer prophétiques... Pour Paris, le pouvoir de l'Assemblée apparaît de plus en plus comme hostile au patriotisme et au républicanisme que seule la capitale semble incarner. Les Parisiens accueillent la nouvelle de l'ouverture des préliminaires de paix aux cris de « Vive la République universelle ! Vive la Commune ! ».

2/ Vers l'insurrection du 18 mars 1871

La volonté de Thiers de désarmer Paris. Des contre-pouvoirs s'organisent comme le Comité central de la Garde nationale. Il fait déplacer les 221 canons achetés par souscription sur les collines de Belleville et de Montmartre. Le 3 mars, les représentants des 200 bataillons fédérés de la Garde nationale, les délégués des 20 arrondissements parisiens et trois observateurs de l'AIT ont voté une motion soulignant que si le gouvernement devait être déplacé hors de Paris, la ville de Paris « devrait se constituer en République indépendante ». Le choix de Versailles les pousse à mettre la résolution à l'ordre du jour. Le 15 mars, le Comité central définitif de la Garde nationale est constitué : sa composition est désormais très populaire, cependant pas exclusivement ouvrière, sauf pour les 13^e et 20^e arrondissements de Paris. On trouve aussi des représentants des petits patrons, des artisans, des commerçants. Mais la révolution parisienne commence véritablement le 18 mars. Le gouvernement versaillais veut reprendre les canons de la garde nationale (221 canons et 280 mitrailleuses à Montmartre et à Belleville) : Thiers redoute un effet d'une initiative parisienne contre les Prussiens avec qui le gouvernement est en train de discuter de la paix. Une troupe commandée par le général Lecomte est chargée dans la nuit d'aller récupérer les armes de Montmartre dans les dépôts d'un terrain vague appelé « le champ polonais ».

Le soulèvement de la ville. Mais au petit matin, l'évacuation n'est pas terminée, faute de matériel d'attelage. Les habitants du quartier et la Garde nationale interviennent. Une partie des soldats se solidarise avec la foule. Thiers ordonne le repli des troupes régulières rive gauche de la Seine. Le mouvement dégénère :

le général Leconte est fusillé avec le général Thomas, reconnu dans la cohue : Thomas traine en effet une réputation de « fusilleur de juin 1848 ». Des barricades se dressent dans tout Paris. Les insurgés prennent la Préfecture de police, l'Hôtel de ville, le ministère de la Justice place Vendôme. Ils contrôlent rapidement la ville. Les autorités légales parisiennes comme les maires d'arrondissement, à l'instar de Georges Clemenceau, maire du 18^{ème}, les députés républicains modérés comme Méline ou Peyrat, essayent de négocier en jouant les intermédiaires entre Versailles et les insurgés, mais en vain. Thiers refuse catégoriquement et finit par faire évacuer Paris par l'armée régulière. Le Comité central de la Garde nationale s'érige alors en gouvernement provisoire. Paris est insurgée, dispose alors de son propre gouvernement, non reconnu par le pouvoir légal versaillais de Thiers : c'est le début de la Commune. Thiers abandonne la capitale pour mieux y revenir ensuite pour écraser le soulèvement : c'est le plan qu'il avait lui-même proposé à Louis-Philippe le 24 février 1848, mais le Souverain ne l'avait alors pas suivi. La décision de Thiers est approuvée par le gouvernement, choqué par les exécutions de généraux. Favre, républicain modéré qui suit Thiers, déclare : « On ne discute pas, on ne parlemente pas avec l'émeute, on ne traite pas avec les assassins ». De leur côté, les Parisiens révolutionnaires exultent et font la fête, y compris le petit peuple des faubourgs comme Villejuif et Malakoff qui avait été repoussé par les grands travaux de l'haussmannisation.

b) L'expérience révolutionnaire de la Commune

1/ Un nouveau gouvernement pour Paris

Un nouveau pouvoir à Paris. Dès le lendemain, le Comité central de la Garde nationale, installé à l'Hôtel de Ville, publie un communiqué aux Parisiens : « aidés par votre généreux courage et votre admirable sang-froid, nous avons chassé ce gouvernement qui nous trahissait ». Mais il appelle à la tenue d'élections régulières. Le 21 mars, le *Journal Officiel* fait paraître un article défendant la cause des travailleurs et l'émancipation du prolétariat. De son côté, Versailles dénie toute légitimité au soulèvement parisien, y compris des républicains modérés comme Jules Grévy qui parle d'une « criminelle insurrection ». Les députés républicains espèrent toute de même une solution négociée, alors que les royalistes ruraux veulent simplement l'écrasement de la révolution parisienne. Le Comité central de la Garde nationale, à Paris, organise la défense de la ville en confiant le pouvoir militaire à plusieurs délégués le 24 mars (Paul-Antoine Brunel, Emile Eudes et Emile-Victor Duval) déclarant que « le temps n'est plus au parlementarisme, il faut agir vite, et punir sévèrement les ennemis de la République. Tout ce qui n'est pas avec nous est contre nous ».

Les élections du 26 mars 1871. Ces élections ont pour fonction de constituer une sorte de conseil municipal qui prend le nom de Conseil général de la Commune de Paris. Le Comité des 20 arrondissements propose des candidats afin de poursuivre sur « l'idée révolutionnaire et communale ». Mais il y a aussi des candidats de l'ordre. La participation des citoyens est assez peu élevée : 229 000 votants sur 485 000 inscrits sur les listes. Il faut aussi tenir compte du fait que beaucoup de Parisiens aisés ne sont plus à Paris : ils avaient eu les moyens de fuir en province quelques mois plus tôt avant le siège, et n'ont pas eu le temps de rentrer depuis l'armistice. Il y a aussi des Parisiens qui n'approuvent pas la révolution en cours. La Commune dispose

donc au 26 mars de 85 élus, dont 25 ouvriers : le relieur Varlin, le ciseleur Camélinat, le bijoutier Fränkel... Au niveau des sensibilités politiques, on compte 17 internationalistes déclarés, 11 socialistes, 9 blanquistes, 4 jacobins. Mais on ne peut pas parler d'une assemblée extrémiste, puisqu'il y a aussi les autres, soit 41 personnes... Seule la moitié des membres de la Commune se proclament clairement révolutionnaires. On compte 23 modérés comme Méline, Ferry, Tirard. Certes devant la pression des éléments révolutionnaires, ils prennent peur et démissionnent ; des élections complémentaires les remplaceront par des éléments eux aussi révolutionnaires, ne voulant ni reconnaître ni négocier avec le pouvoir légal de Thiers. Le 26 mars, après les élections, la Commune est officiellement proclamée. Arthur Ranc déclare « le nom de Commune de Paris peut seul indiquer que la grande ville veut ses franchises municipales, pleines et entières, en un mot le *Self-Government* ». 200 000 personnes adoptent la proposition par acclamation devant un immense drapeau rouge. Mais la Commune est fragile : c'est un pouvoir insurrectionnel, presque improvisé. C'est ensuite un gouvernement assiégé, Thiers prépare depuis Versailles la reconquête de la capitale par l'armée régulière. La Commune n'a pas de structure unifiée, car le Comité central de la Garde nationale reste en place, à côté de l'Assemblée élue de la Commune, d'où un problème de dualité des pouvoirs révolutionnaires, source de concurrence et de disputes.

Les idéologies « rouges » de la Commune. Mais surtout, la Commune est divisée idéologiquement. La tendance majoritaire n'est pas vraiment marxiste, contrairement à ce que les Versaillais vont déclarer plus tard... Mais Karl Marx, observant les événements depuis l'étranger, va s'approprier le sens de la Commune en y voyant la première des révolutions modernes, nécessairement communiste car guidée par le prolétariat. Mais, parmi les révolutionnaires, domine une tendance jacobine et centralisatrice qui se rattache aux souvenirs de la Révolution française, du mouvement sans-culotte et de la dictature de Salut public, aux souvenirs de la Montagne de 1793, tendance incarnée par Charles Delescluze. D'ailleurs, sont rapidement formés un Comité de Sûreté général et un Comité de Salut public : les termes, connotés, puisent dans les tréfonds de l'imaginaire de la Révolution française. Ces néo-jacobins ; ces néo-Robespierristes veulent une dictature révolutionnaire qui fasse avancer la cause de l'égalité. Viennent ensuite les Blanquistes : Eudes, Ferré, Rigault qui prendra la charge de préfet de police de la Commune. Mais Blanqui lui-même n'est pas là. « L'enfermé » est de nouveau sous les verrous : Thiers l'a fait enfermer le 17 mars, par mesure de précaution, dans une forteresse en Bretagne, pour couper l'agitateur de ses soutiens parisiens. Viennent ensuite les marxistes, membres de l'AIT (Varlin ou Fränkel). Ils sont pour la cause du mouvement ouvrier, sont favorables à plus de décentralisation, se méfient des comités que mettent en place les Jacobins. On trouve enfin une minorité anarchiste, qui se rattache à la pensée de Joseph Proudhon (mort en 1865). Ils sont favorables à la décentralisation et à une certaine forme d'auto-gestion. A côté des Proudhoniens, il y a des anarchistes indépendants, qui prônent la liberté, l'abolition de la propriété et de tout pouvoir autoritaire, de manière moins formalisée et théorique, comme l'écrivain Jules Vallès. Les Communards « rouges » veulent tous la révolution sociale mais sont partagés sur les formes que doit revêtir cette révolution et sur les moyens à se donner. Ils sont partagés aussi sur les buts de la Commune : vivre en autonomie, à l'abri des murailles de

Paris, et appliquer des réformes sociales ? Inspirer les grandes villes de province qui connaissent aussi une importante question sociale ? Faire la guerre au gouvernement de Thiers et prendre le pouvoir central afin de l'exercer partout en France ? La diversité idéologique de la Commune est une source de faiblesse, et son impréparation n'arrange rien.

2/ Les réalisations (limitées...)

Des mesures républicaines et sociales. La Commune entend réaliser le projet de la République démocratique et sociale, celle-là même qui n'avait pas été possible en 1848. La Commune adopte toute de suite comme emblème le drapeau rouge, celui-là même que les ouvriers de Paris n'étaient pas parvenus à faire adopter par Lamartine et le gouvernement provisoire en février 1848. Pyat, dans un discours du 30 mars, dit que chaque régime a son drapeau : la monarchie a son drapeau blanc, la république bourgeoise a le drapeau tricolore (c'est une manière ici de tourner le dos au libéralisme) mais la république du peuple a pour emblème le symbole des luttes sociales ; le drapeau rouge. Ce dernier a été approprié également par l'AIT, d'où une source de confusion sur le rôle réel de l'association internationale dans le déclenchement de la Commune. Mais la majorité de la Commune ne se pense pas comme l'avant-garde du prolétariat destinée à enclencher la révolution mondiale depuis Paris. La Commune entend réaliser en fait la dernière des révolutions française, achever un cycle révolutionnaire jugé inachevé depuis la grande Révolution, et c'est pourquoi la Commune réadopte par exemple le calendrier révolutionnaire. Elle date ses actes officiels de l'an 79. La Commune proclame dès ses premiers jours les principes de l'instruction gratuite, laïque et obligatoire, elle proclame la séparation de l'Eglise et de l'Etat, mais ne fait en cela que reprendre des idées du programme de Belleville de Gambetta en 1869. Les biens religieux sont nationalisés. La Commune dresse des programmes d'enseignement, pour l'enseignement technique par exemple, et supprime l'enseignement religieux des écoles. Elle proclame l'élection au suffrage universel de tous les agents employés par les administrations, la justice et l'enseignement. Elle prend des mesures sociales en faveur du petit peuple parisien : rétablissement du moratoire sur les loyers avec prolongation des échéances. Elle intervient dans le domaine du travail avec l'interdiction du travail de nuit dans les boulangeries -une mesure réclamée depuis longtemps par les ouvriers boulangers -, les amendes et retenues sur salaire sont supprimées, des ateliers coopératifs sont créés. Le pain est taxé à partir du 3 mai 1871, mais la Commune a su organiser sans soucis les arrivages alimentaires, même si pour Paris succèdent aux privations du siège des Prussiens celles, certes nettement moins rudes, de l'encerclement de Paris par les armées de Thiers.

Mœurs et féminisme. La Commune est aussi très féministe : les femmes y jouent un rôle important. Louise Michel, institutrice de Belleville, surnommée la « Vierge rouge », et Nathalie Lemel, toutes deux membres de l'Internationale, sont de véritables leaders politiques. Des femmes comme Paule Minck animent des réunions publiques. Des femmes organisent aussi des coopératives alimentaires que l'on appelle « marmites ». Et lors de la « Semaine sanglante » qui clôturera l'expérience communarde en mai, les femmes monteront sur les barricades, comme les hommes, et seront traitées par leurs adversaires comme les hommes : jugement en tribunal militaire ou exécution arbitraire au cœur des combats. La Commune

supprime également la distinction entre les femmes mariées et les concubines le 17 mai, la fin de la distinction entre enfants naturels et enfants illégitimes. Mais curieusement, la Commune ne légifère pas en matière de divorce (qui était interdit sauf pour cause d'adultère). Pourquoi une pareille contradiction ? Peut-être aussi n'en a-t-elle pas eu le temps, en seulement deux mois de gouvernement...

Des symboles plus que des ruptures... La Commune apparaît rétrospectivement, une fois écartés les discours révolutionnaires, comme étonnement timorée. Certes les comités, les clubs et les diverses assemblées discutent beaucoup de réorganisation du travail, de collectivisation des moyens de production, mais tout ceci reste de l'ordre du discours. Le 23 mars 1871, le manifeste de la Commune déclare que « l'indépendance de la Commune est le gage d'un contrat dont les clauses librement débattues feront cesser l'antagonisme des classes et assureront l'égalité sociale ». On parle donc de lutte de classes, mais cela reste très abstrait. Autre indice de pusillanimité de la Commune : elle ne touche nullement aux réserves de la Banque de France. Au lieu de réquisitionner par la force les fonds comme le ferait n'importe quel pouvoir insurrectionnel, le communard François Jourde négocie avec les régents de la Banque ... un triple emprunt pour payer la solde de la Garde nationale. Le Conseil de la Banque de France se réunit d'ailleurs tous les jours pendant les deux mois de la Commune sans être inquiété. La Banque n'aura qu'un « trou » de 7 millions de Francs à l'issue de l'épisode communard. De même, la Commune n'entreprend aucune réorganisation du système de l'impôt : mais là encore peut-être aurait-il fallu lui laisser du temps... La Commune se contente de mesures radicales mais très symboliques, notamment deux destructions publiques décidées les 12 et 19 mai, sur la fin du mouvement : la maison de Thiers, place Saint Georges, est incendiée, et la colonne de la Place Vendôme, qui portait la statue de Napoléon, symbole de militarisme, est détruite et la place rebaptisée « Place internationale ».

Le fonctionnement de « l'Etat » communard. Comment la Commune gouverne-t-elle ? Son gouvernement exécutif prend la forme de plusieurs commissions : dix commissions dont le fonctionnement rappelle celui de la Convention en 1793. Il y a une Commission exécutive, une Commission militaire, une Commission de la Justice, une des Finances, une de Sûreté générale, une des Subsistances, une du Travail, une des Relations extérieures, une des Services publics et une de l'Enseignement. Au-dessus de tout, la Commission exécutive a un rôle d'impulsion en envoyant ses délégués au sein des autres commissions. Il n'y a pas véritablement d'organisation de type bureaucratique centralisée. Fränkel est délégué de la Commission exécutive à celle du Travail, Vaillant délégué à celle de l'Enseignement. Dans ce dispositif, les néo-jacobins sont les plus influents. La Commune dispose de son propre état-major : des militaires parfois hauts gradés l'ont rejoint, comme le général Gustave Paul Cluseret, qui a fait la Guerre de Sécession comme volontaire aux Etats-Unis. Ce qui est étonnant et contradictoire pour un régime qui se proclame antimilitariste et dont l'une des premières mesures a été la suppression de la conscription et de l'armée permanente. Mais il faut dire aussi que c'est un régime qui est né de la guerre, de l'expérience du siège et qui doit se défendre contre l'offensive imminente des Versaillais. La tendance sur le long terme est à la centralisation, justement pour des raisons de défense de Paris. Les Versaillais font en avril une tentative ratée de rentrée dans Paris par Issy les

Moulineaux : en réaction la Commune met en place un Comité de Salut public qui va chapoter l'ensemble des commissions. De son côté, le Comité central de la Garde nationale veut prendre aussi le contrôle de l'ensemble en envoyant ses délégués, ce qui ne manquera pas de parasiter la bonne marche du gouvernement « civil » parisien.

La culture « communarde ». Parallèlement à cela, se diffuse une « culture communarde ». La parole révolutionnaire se libère dans certains journaux : *Le mot d'ordre* de Rochefort, *Le Père Duchêne* de Versmersch (*Le Père Duchesne* originel était un journal de 1791, pro-Marat), *L'Affranchi* de Grousset, *Le cri du peuple* de Vallès, soit des journaux qui peuvent tirer jusqu'à 100 000 exemplaires. La tonalité d'ensemble est républicaine sociale. On peut y relever une rhétorique « prêtresphobe » c'est-à-dire anticléricale exacerbée : les Communards veulent « bouffer du curé ». L'archevêque de Paris et de nombreux membres du Clergé (régulier et séculier) sont d'ailleurs retenus en otage. Pour autant, la Commune ne va pas jusqu'à supprimer la liberté de culte... Le style des journaux communards relève de la caricature, avec un langage volontiers « rude » ou « poissard », ce qui va provoquer un sentiment de peur sociale de la part de la bourgeoisie et chez les Versaillais. Il existe aussi une poésie communarde, avec des auteurs comme Clovis Hugues, Jean-Baptiste Clément, et même d'une certaine manière Paul Verlaine, qui était chef du bureau de presse de l'Hôtel de ville avant le déclenchement de la révolution. Mais il semble qu'il ait préféré se réfugier dans l'absinthe que dans les chimères révolutionnaires des communards...

Des oppositions aux communards à Paris ? La Commune fut surtout le fait d'une minorité agissante, et la masse des Parisiens restera indifférente au régime sécessionniste. Des oppositions s'expriment au sein même de la ville. Le 21 mars, un manifeste des journaux conservateurs se prononce contre les élections du Conseil général de la Commune. Le même jour, on assiste à une manifestation hostile aux Communards, qui prend le nom de manifestation des « amis de l'ordre ». Le 22 mars, ce cortège défile de manière menaçante de l'Opéra vers la place Vendôme où se trouve l'état-major de la Garde nationale. Mais il est arrêté par celle-ci, qui tire et fait des morts. La peur devient le sentiment partagé par les classes possédantes ou les fonctionnaires de l'Etat restés en place. On notera que des journaux conservateurs continuent de paraître comme *Le drapeau tricolore* de Francisque Sarcey ou *La Nation souveraine*.

Des échos à la Commune ailleurs en France ? La brièveté du mouvement et l'issue tragique de la semaine sanglante ont occulté les échos que le mouvement aurait pu avoir en province. En réalité, les insurrections sociales/socialistes de province ont précédé la Commune parisienne (cf plus haut), puis des rejeux locaux ont accompagné la sécession parisienne. Dès septembre 1870, une commune est proclamée à Lyon, avec le drapeau rouge. Puis une deuxième, toujours à Lyon, du 22 mars à la mi-avril 1871. Il y a une commune à Marseille, en novembre 1870 sous la forme d'une commission révolutionnaire présidée par Adolphe Carcassonne, puis une autre du 23 mars au 4 avril 1871 dirigée par le Républicain très à gauche Gaston Crémieux. Il y a une « petite » Commune à St Etienne du 24 au 28 mars 1871, à Narbonne du 24 au 31 mars 1871, à Toulouse du 24 au 27 mars 1871 et au Creusot, cité ouvrière, le 26 mars 1871, le jour des élections parisiennes. On trouve à chaque fois dans ces événements un mélange de revendication d'autonomie locale

(liée à la chute soudaine d'un Empire centralisé, et au contexte d'un nouveau pouvoir qui n'a pas encore réussi à reprendre correctement le contrôle de tous les territoires) et d'aspirations sociales, avec une base ouvrière. Mais ces mouvements sont sporadiques et vite dispersés par la Garde nationale qui demeure dans les provinces un agent du maintien de l'ordre. A noter enfin une commune à Alger en septembre 1870, mais avec une tonalité autonomiste, colonialiste (elle est le fait des colons européens) et antimilitariste (ce qui est le propre de toutes les communes, puisqu'il s'agit de rejeter l'armée régulière incapable d'avoir su repousser l'invasion étrangère). La Commune d'Alger se caractérise aussi par son fort antisémitisme.

L'appel au peuple français d'avril 1871. La Commune s'est de fait tournée vers le reste du pays. Elle publie un « appel au peuple » le 19 avril 1871, avec une forte inspiration fédéraliste qui est la marque des anarchistes proudhoniens. Cet appel explique que « l'unité, telle qu'elle nous a été imposée jusqu'à ce jour par l'Empire, la monarchie et le parlementarisme, n'est que la centralisation despotique, inintelligente, arbitraire et onéreuse. L'unité politique telle que la veut Paris, c'est l'association volontaire de toutes les initiatives locales ». Cet appel porte donc la vision d'une sorte de renaissance ou de régénération de la France dans le fédéralisme : la République française à construire serait formée de communes autonomes et autogérées, associées librement, et où tous les fonctionnaires, juges et officiers seraient élus. De nouveaux mécanismes électoraux permettraient une meilleure représentation des villes face aux campagnes. Cet appel a été rédigé principalement par Vallès, Delescluze et Pierre Denis, un Proudhonien, auteur d'un *Manifeste du Comité des vingt arrondissements*. Le texte fait cependant consensus car il est adopté par l'unanimité moins une voix du Conseil de la Commune. La possible extension de la Commune au-delà de Paris fait craindre la contagion révolutionnaire au pouvoir légal versaillais, même si les Communes provinciales échouent rapidement. Au-delà de la France, la Commune a essayé de développer une diplomatie : Paschal Grousset, de la Commission aux relations extérieures, fait parvenir le 5 avril 1871 une notification officielle de formation d'un nouveau gouvernement aux ambassades de la capitale. Mais tous resteront dans l'expectative devant cette curieuse République sociale et libertaire.

c) La « semaine sanglante » et la mémoire communarde

1/ La répression sanguinaire des Versaillais

Le discours anti-communard. Le discours de dénonciation des communards est premièrement le fait, hors de Paris, du pouvoir versaillais, puis des milieux conservateurs de province qui ont peur de cette sécession. Un discours manichéen se met alors en place, qui réactive la « peur sociale » liée au « spectre rouge ». Tout un discours d'opposition entre Paris et la Province, de stigmatisation de la capitale, « ville rouge », « ville des partageux », est alors réactivé. Paris est la ville moderne, gigantesque, anomique, le lieu où les barrières morales tombent, où s'encanaillent les honnêtes provinciaux qui y montent par nécessité. C'est également l'image de la ville rouge, ville dangereuse à cause de ses classes laborieuses, classes dangereuses, de ces « partageux », de ces « communistes ». Citons l'historien William Serman qui, dans *La Commune* en 1986, analyse le discours de stigmatisation du communard, extrêmement manichéen, faisant des Communards

l'incarnation du Mal. C'est un discours de stigmatisation sociale, de haine du pauvre, des « blouses » comme on les appelle depuis 1848 (désignation des ouvriers par leur habit de travail). Il s'agit en outre un discours de stigmatisation morale : le communard, le socialiste est un buveur, un alcoolique, un débauché, un dépravé, un assassin, un individu dénué de tout sens moral, un bandit, un pyromane : lors de la semaine sanglante, il y a aura de fait tout un discours de dénonciation des « pétroleuses », qui seraient ces femmes enragées, hystériques, folles qui mettent le feu aux bâtiments publics avec le pétrole des lampes. C'est aussi un discours de stigmatisation religieuse : les communards sont des suppôts de Satan, des êtres diaboliques, possédés par le malin. Le combat contre eux s'assimile à une sainte croisade. Leur existence dans le monde social est assimilée à la permanence du péché, qu'il faut combattre et sans cesse expier. L'expiation est un mot qui revient souvent dans la bouche de Thiers. En 1873, quand la décision sera prise par les autorités d'édifier une Basilique dédiée au Sacré Cœur à Montmartre, on mettra l'accent sur l'expiation, sur les lieux mêmes où la Commune a commencé. Le discours sur les communards relève enfin, nous dit Serman, d'une logique étonnante de stigmatisation raciale. Le prolétariat devient une race à part, pervertie par le péché, déformée par les tares congénitales que ces travailleurs alcooliques et sans hygiène se seraient transmises de génération en génération, c'est une menace au cœur même de la civilisation chrétienne. Citons Serman : « les adversaires de la Commune assimilent la lutte des classes à un conflit racial, l'insurrection de mars 1871 à un nouvel assaut de la barbarie contre la civilisation, la révolte parisienne à un débordement catastrophique des bas-fonds, le phénomène communaliste à une sorte de séisme social »...

Une vision à nuancer. Attention, cependant, à ne pas sombrer dans le cliché du manichéisme. Il y a toujours des tiers parties entre ces deux camps : des républicains modérés qui ne partagent absolument pas le projet de république sociale de la Commune mais qui critiquent également la tonalité clairement réactionnaire (car monarchiste) du pouvoir légal versaillais. Quant à la province, elle n'est pas unanimement hostile à Paris : à la suite des élections municipales du 30 avril et du 7 mai, de nombreuses adresses sont même envoyées par les municipalités à Versailles pour que l'on négocie avec les Communards : il faut sortir de la crise autrement que par l'affrontement inéluctable, mais Thiers fait la sourde oreille.

Les premiers affrontements militaires entre Communards et Versaillais. L'assaut de Paris aura bien lieu. Thiers, à Versailles, organise l'armée de la réaction. Il dispose d'une centaine de milliers d'hommes, d'un bon équipement, d'une artillerie, d'un corps de 5000 gendarmes professionnels, et surtout il négocie avec Bismarck pour que ce dernier accepte de libérer des prisonniers de guerre français pour qu'ils intègrent l'armée des Versaillais. Ce que Bismarck accepte, libérant 170 000 soldats français : le très conservateur Bismarck a en effet lui aussi peur du péril rouge, craignant que la réussite de la Commune parisienne ne soit interprétée comme un signal par les mouvements ouvriers d'Europe, et notamment allemands (Berlin est une importante ville ouvrière). Une guerre civile française sur les bras ne serait pas non plus une bonne affaire pour négocier la paix ainsi que les trophées de guerre économiques et territoriaux. Il faut donc étouffer la révolte le plus tôt possible. De leur côté, les Communards s'attendent à un assaut, et rassemblent officiellement 200 000 hommes dans le cadre de la Garde nationale. Mais lors de la « semaine sanglante », les

civils participeront aussi aux combats de rues. Le 3 avril 1871, la Garde nationale avait tenté une percée pour marcher sur Versailles, considérant que la meilleure défense résidait dans l'attaque, par le pont de Neuilly et vers le plateau de Châtillon : ce fut un échec. Les Versaillais ont contre-attaqué et exécuter deux généraux de la Garde nationale : Bergeret et Flourens. Le général marquis Gaston de Galliffet fait exécuter pour l'exemple plusieurs prisonniers, ce qui lui vaudra longtemps une réputation d'assassin et le surnom de « marquis aux talons rouges » (de sang). « C'est une guerre sans trêve ni pitié que je déclare à ces assassins » déclare-t-il, lui qui prend cette terrible décision sans en référer aux autorités de Versailles. En réaction, le 5 avril, la Commune prend le décret des otages : Raoul Rigault fait arrêter l'archevêque de Paris, Mgr Darboy, des curés, des membres des ordres réguliers et des magistrats ; il fait prendre un décret par lequel la Commune déclare fusiller à l'avenir trois otages pour chaque Communard tué par les Versaillais. Mais cet arrêté sanguinaire ne fait pas l'unanimité en dehors des néo-jacobins. Le 137^e bataillon fédéré se désolidarise par exemple et brûle symboliquement la guillotine de la ville. L'offensive communarde, certes ratée, a conforté Thiers dans l'idée qu'il fallait privilégier la solution militaire à la négociation. Il remplace Vinoy par Mac Mahon comme chef de l'armée et l'investit d'une « mission patriotique ». Le 11 avril, une première offensive est menée : les forts entourant Paris sont pris mais il faudra plus d'un mois devant la résistance acharnée des communards. Ces derniers se divisent de plus en plus sur la marche à suivre. Les élections complémentaires du 16 avril sont un échec avec seulement 50 000 électeurs. Un Comité de Salut public est institué le 1^{er} mai ; Rigault, déjà délégué à la Sûreté générale, devient procureur de la Commune. Le 19 mai, un groupe d'otages est fusillé. Mais les délégués à la guerre : Cluseret, Delescluze, des officiers comme Louis Rossel, jeune polytechnicien qui s'est échappé du siège de Metz, ou encore le général polonais Jaroslav Dombrowski, s'écharpent sur la stratégie à adopter.

La « Semaine sanglante ». La grande offensive finit par avoir lieu le 21 mai 1871 : les Versaillais rentrent dans Paris par la porte de Saint Cloud, profitant de complicités au sein de la population de l'Ouest parisien et des communards eux-mêmes. Le traître est connu : il s'agit du militaire Jules Ducatel qui sera récompensé par les Versaillais de la Légion d'honneur et fera ensuite carrière dans l'administration. C'est le début de la « semaine sanglante », un combat fratricide, véritable petite guerre civile sous les yeux effarés des troupes allemandes qui stationnent au Nord et à l'Est de Paris. Les Versaillais progressent d'abord très rapidement dans les arrondissements de l'Ouest : sociologiquement, il y a peu de partisans de la Commune dans ces quartiers et en plus les grandes percées haussmanniennes favorisent une progression rapide des troupes... Les choses se compliquent quand les armées de Thiers marchent sur l'Est parisien, là où vivent les classes populaires partisans du régime communard et où les vieilles rues tortueuses favorisent le combat de rue et l'édification de barricades. Delescluze prend en main la défense de Paris. Les communards procèdent, pour ralentir la progression de l'armée de Versailles, à une politique de la terre brûlée, ce qui donne corps à la légende noire des « pétroleuses ». Les communards vont procéder à l'incendie de nombreux bâtiments publics : les Tuileries, la Cour des Comptes, le Palais de Justice et la Préfecture de Police sont rongés par les flammes, détruisant à jamais de nombreuses archives, ce dont souffrent encore aujourd'hui les historiens. Le

Louvre est cependant sauvé car les explosifs déposés par les communards ne sautent pas... Paris est à feu et à sang. Les photos prises au lendemain de la semaine sanglante montrent une ville dévastée par la guerre. La Commune fusille 80 otages, dont Mgr Darboy. Quant aux troupes versaillaises, elles fusillent et abattent sans sommation énormément de communards. Il y a beaucoup de provinciaux ruraux parmi cette armée : des gens qui ont peur de Paris et de ses « partageux », des catholiques pratiquants qui croient avoir affaire avec des créatures sorties tout droit des enfers. La peur panique des troupes versaillaises explique ainsi les sommets de violence arbitraire. Par exemple, après la reprise de la butte Montmartre, 50 communards, dont des femmes et des enfants, sont fusillés en « expiation » de l'exécution des généraux du 18 mars. Le député républicain Jean-Baptiste Millière, qui s'était retrouvé bloqué dans la ville au début de la Commune, est abattu sur les marches du Panthéon alors qu'il criait « Vive l'humanité ! ».

Férocity des Versaillais. La semaine sanglante se termine, non pas comme en 1848 au Faubourg Saint Antoine, mais dans le 20^{ème} arrondissement, dans le cimetière du Père Lachaise, où les derniers insurgés (près de 150) sont abattus contre un mur, le 28 mai 1871. Surnommé ensuite le « mur des fédérés », il est encore aujourd'hui un lieu de mémoire pour l'extrême-gauche. Au passage, le terme « fédérés » employé pour désigner les communards montre bien l'angoisse de la guerre civile pour les contemporains. Les fédérés ont fait sécession par rapport au pouvoir légal et ont créé un Etat dans l'Etat. Beaucoup de contemporains ont à l'esprit la guerre de Sécession des Etats-Unis, même si ce n'est pas du tout la même échelle. Derrière la peur sociale, domine aussi la peur de la déchirure politique et de l'éclatement de l'Etat en une multitude de républiques autonomes, la Commune ayant incité les autres grandes villes françaises à suivre son exemple. La dernière barricade tombe rue Oberkampf le 28 mai. Delescluze est mort dans les combats place du Château d'Eau le 25 mai. Pendant les combats, *Le Moniteur universel* écrit : « on les traitera comme des brigands qu'ils sont, comme d'épouvantables monstres ». *Le Figaro* réclame « l'extermination de tous les Polonais interlopes, de tous les Valaques de fantaisie ». Paris est en effet une ville cosmopolite avec beaucoup d'immigrés, dont des exilés polonais et roumains (de Valachie). Dans le sillage de la répression de la Commune, le discours anti-républicain se durcit, ce qui conforte la majorité monarchiste de l'Assemblée. *Le Figaro* écrit même : « Qu'est-ce qu'un républicain ? Une bête féroce ». Et ce, au grand désespoir des députés républicains modérés, complètement isolés à Versailles. Mais Thiers se veut toujours évasif sur le choix du futur régime. Il ne prend pas parti pour la monarchie, au nom du « Pacte de Bordeaux ». Mais il n'est pas tendre pour autant avec les Communards. A leur sujet, il déclare : « C'est avec les lois qu'il faut frapper les scélérats qui ont violé la propriété, qui n'ont pas épargné la vie des hommes les plus respectables, en en faisant des otages, l'expiation sera complète, mais ce sera l'expiation au nom des lois, et par des lois ». Dans la réalité des faits, la « semaine sanglante » ne s'est pas déroulée dans un respect scrupuleux des lois : il y eut beaucoup d'exécutions sommaires décidés par les chefs militaires comme le marquis de Galliffet.

Les victimes et le bilan de la répression. L'armée régulière a perdu dans les combats 900 à 1 200 hommes, mais parmi les insurgés on compte environ 30 000 à 35 000 morts, dont sans doute 20 000 exécutions arbitraires à même les rues. Cependant, les historiens divergent entre eux : de 10 000 (estimation

basse de l'historien britannique Robert Tombs) à 200 000 morts (estimation très haute !). Dans tous les cas, il s'agit d'une « boucherie sans équivalent dans l'Europe du XIXe siècle » note Robert Tombs. Elle est l'œuvre d'officiers et de soldats d'une armée régulière qui s'est affranchie des règles morales et même de l'autorité du pouvoir civil. Même certains anti-communards sont choqués comme Emile Zola qui, dans *Le Sémaphore de Marseille* (journal), écrit : « La tuerie a été atroce. Nos soldats ont promené dans les rues une implacable justice. Tout homme pris les armes à la main a été fusillé. Les cadavres sont restés semés de la sorte un peu partout, jetés dans les coins, se décomposant avec une rapidité étonnante, due sans doute à l'état d'ivresse dans lequel ces hommes ont été frappés. Paris depuis six jours n'est qu'un vaste cimetière ». On compte ensuite 36 000 jugements par 24 conseils de guerre. On compte 10 000 condamnations dont la moitié à des peines de prison, 93 condamnations à mort (la justice « régulière » est plus clémentine que la justice arbitraire des combats) dont Louis Rossel, 251 condamnations aux travaux forcés, 4 586 condamnations à la déportation au bagne en Nouvelle-Calédonie, comme Louise Michel ou le socialiste libertaire Jean Allemane. 2 600 recours en grâce conduisent cependant à des réductions de peine. Beaucoup de communards s'enfuient à l'étranger : pour certains, ils renouent avec l'exil qu'ils avaient déjà connu sous le IInd Empire, et n'auront ainsi connu que quelques mois de retour en France...

Analyse sociale des victimes. Sur la composante des insurgés, les travaux de l'historien Jacques Rougerie dans les années 1970 ont fait ressortir que la répression a surtout frappé des ouvriers (du secteur du bâtiment, de la métallurgie, des journaliers), ce qui semble accréditer le scénario d'une guerre de classes, comme le pense Marx au même moment, qui observe les événements français comme jadis ceux de 1848. Attention toutefois à ne pas voir dans les communards et les insurgés de la semaine sanglante uniquement des ouvriers. Rougerie montre qu'il y eut aussi beaucoup d'employés et de commerçants, alors qu'il s'agit là de catégories sociales qui étaient plutôt du côté des forces de l'ordre en juin 1848. Les communards sont socialement hétérogènes. On ne peut donc pas voir la semaine sanglante comme un simple rejeu des journées de juin 1848. Une autre différence majeure est qu'en juin 1848, la Garde nationale, alors beaucoup plus bourgeoise dans sa composition, combattait aux côtés de Cavaignac : ici, elle est l'un des acteurs principaux de la Commune. Ce n'est pas tant le recrutement qui a entre-temps changé (même s'il s'est de fait quand même ouvert et démocratisé) mais nombre de membres de la Garde, de condition moyenne, ont été paupérisés par les difficultés du siège de Paris.

2/ Mémoires, héritages et analyses de la Commune

Répression antisociale. La principale conséquence de la révolution des communards fut, comme après 1848, une peur sociale. Beaucoup d'arrestations postérieures à la semaine sanglante se font grâce aux dénonciations, encouragées par les pouvoirs publics. Les communards ayant pris la fuite à l'étranger sont également traqués : dès le 26 mai 1871, Jules Favre envoie aux représentants de la France à l'étranger une circulaire les invitant à réclamer systématiquement aux autorités locales l'arrestation et l'extradition des communards en fuite. L'état de siège à Paris, décrété dès le début du siège de septembre 1870 et jamais levé, est maintenu jusqu'en 1876, avec une surveillance policière accrue et un régime spécifique de censure de la

presse. Le 14 mars 1872, la loi Dufaure interdit toute activité de l'AIT sur le territoire français : elle ne sera abolie qu'en 1901, même si l'AIT disparaît en 1876 (une II^e Internationale la remplacera toutefois à partir de 1889). Toute propagande pour les idées socialistes est interdite jusqu'en 1880, date de l'amnistie des communards. Ce qui provoque l'évanouissement, comme après 1848, du mouvement ouvrier français. Dans l'immédiat, la peur sociale profite également à Thiers, qui se montre pourtant partisan du maintien de la forme républicaine du régime. Certains monarchistes déjà se rallient à lui : une république conservatrice peut être un rempart efficace contre le danger de l'anarchie sociale. Aux yeux d'une grande partie de l'opinion, qui avait eu peur de la Commune, Thiers démontre que la République est indissociable de l'ordre public et de la stabilité. La notion de république se sépare alors de celle de révolution socialiste, bien plus qu'en 1848, alors que jusqu'alors les deux notions étaient toujours plus ou moins liées. Les conservateurs, y compris chez ceux qui ont pris part à la reconquête versaillaise, vont également exprimer du remords : se développera toute une littérature s'interrogeant sur comment éviter à l'avenir une nouvelle insurrection et un nouveau massacre. Après quelques années d'incertitudes, le régime évoluera vers une république qui fera de la correction des inégalités et des injustices un de ses chantiers majeurs.

Le débat sur l'amnistie. Quant à l'amnistie des communards au nom de la réconciliation nationale, elle relève d'un projet avancé par un député républicain, Henri Brisson, dès septembre 1871. En vain, devant la majorité monarchiste. Le député républicain Alfred Naquet défend un projet de loi similaire en décembre 1875, toujours en vain. Finalement, le 5 mars 1879, le garde des Sceaux du gouvernement de William Waddington va faire adopter un texte d'amnistie partielle, proposant la grâce et non l'amnistie pour les communards. La grâce est la renonciation aux poursuites judiciaires encore en cours, mais elle ne fait pas sortir le crime des mémoires, contrairement à l'amnistie. Après quelques manifestations populaires et sous la pression des républicains (qui ont alors la majorité, on y revient en dernière partie de ce chapitre), un projet d'amnistie totale est voté par les deux chambres parlementaires en 1880, puis promulgué le 11 juillet. À partir de cette date, de nombreux exilés ou condamnés au bagne reviennent en France, comme Louise Michel, même si elle demeure activement surveillée par la police. Dix ans après la Commune, c'est alors la fin d'une grande déchirure nationale, et le début d'une légende pour le mouvement ouvrier français qui retrouve peu à peu son droit à la parole : dès 1880, des commémorations ont lieu devant le Mur des Fédérés au cimetière du Père Lachaise.

L'héritage mémoriel de la Commune. En 1871, un chansonnier du nom d'Eugène Pottier écrit une chanson en souvenir de la Commune : elle sera mise en musique par Pierre Degeyter, ouvrier et musicien belge francophone en 1888. Cette chanson n'est autre que *L'Internationale* qui deviendra l'hymne du mouvement marxiste et un temps l'hymne officiel de l'URSS entre 1917 et 1944. Une autre chanson célèbre héritée de l'épisode communard est *Le temps des cerises* de Jean-Baptiste Clément, qui dédie sa chanson à « l'ambulancière de la dernière barricade et de la dernière heure ». Les peintres engagés dans la Commune, comme Bertrand Tillier ou Gustave Courbet, imposèrent par la suite une redéfinition esthétique et lyrique du mouvement. Courbet, communard, fut d'ailleurs condamné le 2 septembre 1871 par un conseil de guerre,

reconnu coupable d'usurpation de fonctions publiques (il était simplement élu de la Commune) et d'avoir joué un rôle actif dans la démolition de la colonne Vendôme. Il est incarcéré six mois à la prison de Sainte Pélagie.

Analyse historiographique de la Commune. Il nous reste à évoquer la place de la Commune dans l'histoire des révolutions à l'époque moderne : la France a-t-elle connu quelque chose d'inédit pendant ces semaines de mini-guerre civile ? Ou bien un énième épisode révolutionnaire ? Pour Karl Marx dans *La guerre civile en France*, publié en juin 1871, la Commune est ce « sphynx qui tarabuste si fort l'entendement bourgeois ». Pour Engels, c'est la « dictature du prolétariat » à l'état pur. Pour les deux, la Commune a tenté d'être la forme politique qui permettrait de réaliser l'émancipation économique du travail. Lénine soutiendra la même chose dans *La Commune de Paris*, ensemble d'articles publiés entre 1905 et 1920. Mais ils ont tort : rappelons que le marxisme n'était pas le sentiment majoritaire et que les réalisations sociales de la Commune étaient plutôt marquées par le néo-jacobinisme. La Commune serait donc plutôt la dernière des grandes journées révolutionnaires parisiennes dans la lignée de 1792. L'historien François Furet aura cette belle phrase à propos de la semaine sanglante : « Dans ce Paris qui brûle, la Révolution française fait ses adieux à l'histoire ». Jacques Rougerie soutient la même chose : la Commune fut la « dernière révolution du XIXe siècle, point ultime et final de la geste révolutionnaire française ». Mais les relations restent ambiguës entre la Commune et les républicains. Nombre de ces derniers ont combattu la Commune par raison, voire même par renoncement, afin de donner une chance au régime du 4 septembre face au pouvoir monarchiste, catholique et antirépublicain qui dominait le pays depuis février 1871. Pour ces républicains, la bataille contre la Commune n'est pas idéologique et certaines libertés défendues par les communards le sont aussi par les républicains.

Retour sur la figure de Thiers. Enfin, quelle responsabilité pour Thiers, que les ouvriers surnommeront « le fusilleur de la Commune » ? La répression terrible vient surtout des emportements de l'armée dirigée par des officiers monarchistes. L'historien Jérôme Grondeux insiste sur la cohérence de la politique de Thiers qui s'oriente alors vers l'hypothèse républicaine : « il veut à la fois la stabilisation la plus rapide possible de la situation intérieure et la paix le plus rapidement possible, pour pouvoir mettre en place une République conservatrice. Le facteur temps joue un rôle capital, ce qui se manifeste par une précipitation dans tous les domaines ». Le vieux Thiers connaît bien les situations révolutionnaires : il sait qu'il faut faire vite comme en 1830 et au contraire ne pas laisser dégénérer les choses comme en 1848. Pour les républicains radicaux comme Gambetta, l'épisode de la Commune rejette toute perspective révolutionnaire : la République se construira par le suffrage universel, les institutions et les principes, tout en rejetant la domination sociale et la tyrannie militaire (incarnée par l'armée versaillaise).

Conclusion : Le nouveau régime est né dans le contexte d'une humiliation militaire majeure, cela n'augure rien de bon pour l'avenir. Avec l'écrasement de la Commune, tout espoir de République sociale est détruit. Quant à la République modérée, elle est dominée par les monarchistes à Versailles. Faux-départ donc, et imminente Restauration ?